

«Il faut relâcher les mesures d'austérité»

Selon Christos Koulouvatiános, le gouvernement grec doit montrer aux bailleurs de fonds qu'il est prêt à se réformer et rétablir sa crédibilité. Il faut aussi «montrer l'aspect plus solidaire de l'Europe».

Mais ce professeur d'économie à l'université du Luxembourg ajoute que l'austérité seule ne suffira pas pour mettre fin à la récession.

Entretien avec notre collaborateur Jean Comte

Comment expliquer l'importance de la crise économique en Grèce?

Christos Koulouvatiános: La raison la plus importante est la fuite des capitaux, causée par une incertitude: celle de ne pas savoir si les autorités grecques suivront ou non le chemin de l'austérité et des réformes. Or quand les capitaux fuient, il n'y a pas d'investissement, ce qui détruit des emplois. C'est pour cela que le taux de chômage est actuellement de 27 %, ce qui est plus élevé que celui des États-Unis durant la Grande Dépression.

La seconde raison est qu'une grande partie de la dette grecque devait arriver à échéance entre 2008 et 2016. Il y a en effet eu une importante crise bancaire entre 1989 et 1995, qui a creusé le déficit, lequel a été comblé par des obligations sur 25 ans.

C'est cela qui fait la différence de la Grèce: après la chute de Lehman Brothers, la plus grande part de cette dette impayée arrivait à échéance, et devait être remboursée. C'est aussi à cause de cela que le problème de la Grèce n'est pas encore résolu. Il faudra peut-être opérer d'autres coupes budgétaires, mais ce n'est pas encore sûr. Il faudra attendre la fin de l'année pour le savoir.

Qu'en est-il de la corruption? A-t-elle joué un rôle important?

C'est un problème, mais il relève plus d'une défiance historique dans la société grecque que de la culture de cette société. Je connais personnellement des Grecs qui se sont mis à payer leurs taxes à partir du moment où ils ont quitté le pays.

Je pense que toute personne raisonnable qui aurait vu la Grèce dans l'état où elle était il y a 6 ans aurait trouvé un moyen de payer moins de taxes, en agissant à la limite de la lé-

galité. Votre voisin, en effet, pouvait récupérer "légalement" votre argent s'il avait des contacts politiques. Quand ce genre de choses injustes arrive, et que votre argent ne sert pas le bien commun, il est normal de se rebeller et de chercher à s'en sortir.

Mais cet état de choses change. Depuis au moins trois ans, on peut observer que seules quelques personnes continuent à frauder, car l'argent collecté par les taxes sert à payer immédiatement les dettes grecques.

Donc, ce n'est plus un problème? C'est encore un problème: certains partis politiques grecs sont soutenus

par des gens qui espèrent que les choses seront à nouveau comme avant. Tous les partis politiques, en Grèce, ont quelque chose à voir avec la corruption, que ce soit consciemment ou pas. La question est de savoir comment purifier la vie politique.

Pensez-vous que les mesures d'austérité peuvent porter leurs fruits?

Le plus urgent est de rétablir la crédibilité de la Grèce, pour faire revenir les investissements grecs et étrangers. Mais il faut aussi relâcher les mesures

d'austérité, et monter l'aspect plus solidaire de l'Europe. Mais pour le moment, relâcher ces mesures ne créerait pas de nouveaux emplois, car la confiance manque. Les marchés penseraient que l'Union européenne jette de l'argent dans un seau sans fond, et que l'État refuse de mettre en place les réformes demandées.

Ce que la troïka (NDLR: Commission européenne, BCE, FMI) propose constitue une façon, pour la société et les hommes politiques grecs, de convaincre les marchés et leurs partenaires de la Zone euro que leur pays est prêt à faire des réformes et des sacrifices, et à tourner une page de son histoire. C'est pour cela que ces coupes budgétaires sont quasiment nécessaires. J'espère que les Grec sortiront plus forts de cette crise.

Vous disiez que l'Europe doit aussi montrer son aspect solidaire. Comment cela peut-il être fait? Par des prêts destinés à de nouvelles

industries, sous la surveillance de la troïka.

Mais c'est déjà tard pour agir ainsi, et je crois que, en décembre dernier, la Zone euro aurait dû décider de suivre le projet proposé par Jacques Delors et Helmut Schmidt: les obligations bleues et rouges.

Jusqu'à un certain pourcentage du PIB, les obligations gouvernementales seraient bleues, et autoriseraient des transferts entre les différents États. Ces obligations concerneraient des mesures pour aider l'industrie. En Grèce, cela pourrait être les panneaux solaires ou le tourisme. Au Luxembourg, cela concernerait une Silicon Valley européenne ou les capitaux à haut risque.

Au-delà du pourcentage du PIB en question, il n'y aurait plus de solidarité. Ces obligations rouges empêcheraient certains pays de prendre des risques inconsidérés avec l'argent des citoyens des autres pays.

Je ne suis pas en train de dire que ce système devrait être installé immédiatement. Mais je pense que nous devrions établir un plan pour qu'il soit mis en place d'ici 2020 ou 2025. Le seul fait d'annoncer que la Zone euro va faire cela calmerait les marchés rapidement et aiderait les capitaux à revenir en Grèce.

Ne serait-il pas plus simple pour la Grèce de sortir de l'euro?

La plus grande partie de la dette grecque provient des "paquets" de sauvetage des trois dernières années. Elle relève de la loi britannique et non de la loi grecque. Ceci veut dire que les Européens et les Américains ont le droit de venir en Grèce et de confisquer les propriétés privées des citoyens grecs s'ils ne sont pas remboursés.

C'est d'ailleurs pour cette raison que les marchés pensent que la Grèce ne constitue plus un problème pour la stabilité de l'euro. Le pays ne peut plus quitter la Zone euro, sauf si celle-ci se dissout.

La situation à Chypre peut-elle avoir un impact sur la situation en Grèce?

L'Eurogroupe a annoncé qu'il n'y aurait pas de taxe sur les dépôts inférieurs à 100 000 euros. J'ai donc de bonnes raisons d'espérer que les Grecs ne seront pas effrayés, et ne retireront pas leur argent.

Le pays ne peut plus quitter la Zone euro, sauf si celle-ci se dissout

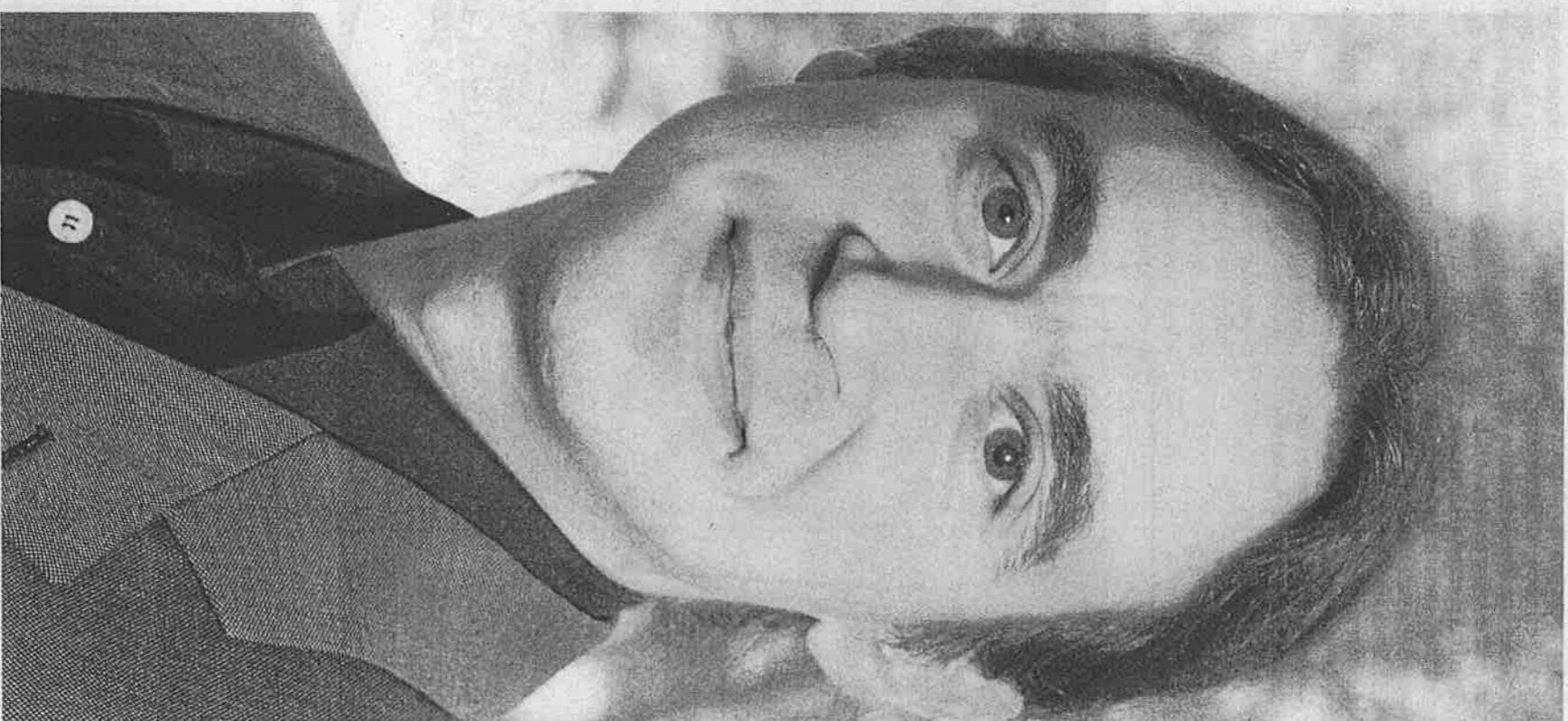


Photo : université du luxembourg

Christos Koulouvatiános est à l'université du Luxembourg depuis 2012.